

## La soumission de l'Ukraine serait le prélude à celle de l'Europe !

Par Jean Marsia, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)  
Guy Buchsenschmidt, vice-président de la S€D,  
Bruno Smets, Émile Peeters et Roland Gueubel, administrateurs de la S€D.

Le président Poutine a envoyé depuis le 24 février 2022 des forces considérables envahir l'Ukraine, au mépris des règles les plus élémentaires du droit international. Grande est la frustration de beaucoup d'Européens devant la relative passivité de l'Occident face à cette agression, face à l'assassinat de militaires et de civils ukrainiens par des troupes russes déboussolées. Ces Européens sont en colère, mais pas surpris : à l'époque, nos troupes sont restées l'arme au pied devant les massacres de Vukovar et de Sarajevo, elles ont abandonné les Rwandais à un sort cruel. Ils savent que nos possibilités d'action sont limitées. Suite au veto de M<sup>me</sup> Merkel et de M. Sarkozy, lors du Conseil atlantique de 2008 à Bucarest, l'Ukraine ne fait pas partie de l'OTAN, qui dès lors ne peut y intervenir qu'au risque d'un conflit mondial. Celui-ci pourrait devenir rapidement nucléaire, la Russie ayant menacé d'utiliser ces armes en cas d'intervention occidentale. Le Conseil atlantique peut seulement manifester sa réprobation, mais la présence de troupes de l'OTAN dans des pays limitrophes de la Russie, même si elle se limite à quelques milliers d'hommes, dont des Américains, renforce la pression exercée par les sanctions économiques occidentales.

L'ONU a très majoritairement condamné la Russie, qui semble n'en avoir cure : elle est loin d'être isolée, la Chine, l'Inde et une bonne partie de l'Afrique n'ont pas voté en ce sens. L'Union européenne (UE) réussit à rester unie. Pour une fois, elle a réagi assez rapidement. La contribution des États européens est importante : même l'Allemagne et la Belgique ont envoyé des armes et des munitions en Ukraine, ce qui constitue un changement de cap radical. Pour la première fois, l'UE a utilisé, au profit de l'Ukraine, sa Facilité européenne pour la paix afin d'acheter, pour 450 millions €, des armes, et pour 50 millions €, des fournitures médicales. L'espace aérien de l'Europe est fermé aux Russes, Russia Today et Sputnik y sont interdits. Les Occidentaux ont mis en œuvre des sanctions économiques d'une ampleur inédite : plus de visas, gel des avoirs de dignitaires proches du Kremlin, suspension des exportations russes vers les pays occidentaux, à l'exception des diamants, du gaz et du pétrole, expulsion de banques russes du système des paiements internationaux. La liste est longue et l'impact sur le quotidien des Russes et des Occidentaux ne sera vraisemblablement pas négligeable. Poutine ne s'en inquiète probablement pas. La répression des opposants, le muselage de la presse, la propagande et la désinformation ont fait leur œuvre. Le « régime » peut compter sur le soutien du Parlement russe, c'était ça ou l'envoi des députés au goulag...

En partie grâce à l'aide occidentale, la résistance ukrainienne est pugnace ; les Russes semblent piétiner dans le nord : une colonne blindée russe est à l'arrêt sur la route de Kiev depuis quelques jours. Les Ukrainiens font preuve d'une volonté admirable de défendre leur pays, même au prix de leur vie. Des pères amènent leur femme et leurs enfants à la frontière polonaise avant d'aller au combat, alors qu'ils savent peu probable de les revoir.

Les conséquences de cette invasion seront dramatiques. La terre ukrainienne rougit du sang de ses enfants. Pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas fuir, de lourdes épreuves voient le jour : trouver de la nourriture, avoir accès à de l'eau potable, aux soins, se chauffer, s'abriter, se reloger. Près d'un million de réfugiés ont déjà fui vers l'Europe occidentale. Leur nombre pourrait atteindre 5 millions selon l'ONU. Il faut souligner l'admirable solidarité dont font preuve les Polonais, les Slovaques et les Roumains, qui sont en première ligne pour les accueillir.

Ce drame a transformé le Président Zelensky en homme d'État. Rappelons qu'il a été élu démocratiquement, dans le cadre d'un processus on ne peut plus honnête et transparent, au terme duquel les séparatistes pro-russes ont recueilli... moins de 10 % des voix.

Poutine a révélé sa vraie nature : il est la plus pure émanation du régime soviétique et du KGB en particulier. Indubitablement, il a vécu la chute de l'URSS comme l'effondrement du système qu'il a servi avec zèle et qui en retour, lui a permis de monter en grade. Fin tacticien, menteur de profession, calculateur et redoutable manipulateur, il a su s'attirer les faveurs du président Eltsine pour finalement lui succéder. Au pouvoir depuis 2000, il a obtenu en 2020 par referendum une modification de la constitution lui permettant de briguer deux mandats supplémentaires. Il y a chez cet homme secret et impénétrable un côté paranoïaque. Il pressent que s'il abandonne le pouvoir, il ne jouira pas d'une retraite paisible.

A la suite de l'adhésion de 9 États ex-satellites de l'URSS, la Pologne et les États baltes notamment, à l'UE et à l'OTAN, Poutine a exprimé lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, en 2007, et lors du Conseil atlantique de Bucarest en 2008, le dernier auquel il a participé, un profond sentiment d'insécurité, réel ou feint. Ce peut être une façon de cacher sa volonté de reconstituer la domination russe sur ces États. La candidature de l'Ukraine à ces deux organisations lui est totalement insupportable car ce pays démocratique incite les Russes à contester sa dictature. Il a toujours dit qu'il lui faut un tampon entre le territoire russe et les Occidentaux.

Poutine, dès le 26 février 2022, a menacé de « conséquences militaires » la Finlande et la Suède si elles tentaient d'adhérer à l'OTAN. Il vient d'exiger l'engagement du gouvernement finlandais en faveur d'une politique de non-alignement militaire, estimant que c'est un facteur important pour assurer la sécurité et la stabilité en Europe du Nord. Le lendemain, pour la première fois, selon un sondage d'opinion, une majorité des Finlandais s'est dite en faveur d'une adhésion à l'OTAN.

Les tentatives de Poutine d'arracher aux Occidentaux l'engagement de refuser à l'Ukraine l'adhésion à l'OTAN s'étant soldées par un échec, il a passé la vitesse supérieure : il fallait « dénazifier » et « démilitariser » l'Ukraine et protéger les populations pro-russes du Donbass d'un « génocide ». En marge de ce délire paranoïaque, il y a sans aucun doute chez Poutine la volonté d'effacer, par le sang s'il le faut, les humiliations qu'il a subies.

Dans le monde, les réactions à l'invasion vont en sens divers. Fidèle à sa tradition et soucieuse de préserver ses relations avec la Russie, la Chine ne prend pas clairement position, renvoyant Russie et Ukraine dos à dos. Les Anglo-Saxons ont été prompts à sanctionner la Russie et à livrer des armes et des munitions antichars et antiaériennes à l'Ukraine. Le 27 février, l'industriel Elon Musk a rétabli partiellement les télécommunications en Ukraine avec sa constellation Starlink.

Les Occidentaux, y compris la Suisse, sont unanimes à condamner l'intervention russe et à bloquer les avoirs russes. Une fois n'est pas coutume, l'UE affiche sa solidarité avec l'Ukraine. Même la Hongrie de M. Orban a approuvé les sanctions, car le peuple hongrois se souvient de l'agression subie en 1956. M. Macron, en tant président français, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et président tournant du Conseil européen pour le semestre en cours, a espéré que la négociation prenne le pas sur les bruits de bottes. Sans succès, malheureusement. En maintenant d'emblée fermé le gazoduc NordStream2, l'Allemagne a fait preuve d'un certain courage, sachant que la moitié du gaz qu'elle importe vient de Russie via NordStream1. La relative pénurie actuelle fait flamber les prix du gaz et du pétrole, et par conséquent de l'électricité, ce qui a des conséquences sur le bien-être de nos populations et sur notre production industrielle, qui va également souffrir de l'arrêt des importations de matières premières de Russie, du fait des sanctions, et d'Ukraine, à cause de la guerre.

Le chancelier Scholz a prononcé devant le Bundestag, le 28 février, une réaction ferme à l'invasion de l'Ukraine et exprimé une nouvelle doctrine de sécurité et de défense. Il soutient l'Ukraine, y compris en fournissant des armes. Il estime que la Bundeswehr a besoin de nouvelles et solides capacités, aptes à faire face à celles de la Russie et pour cela, il crée un fonds spécial pour les investissements, doté en 2022 de 100 milliards €. Il tient à la collaboration avec des partenaires

européens. Il affectera chaque année plus de 2 % du produit intérieur brut dans la défense. Il veut une Europe libre et ouverte, juste et pacifique. Il veut la défendre.

Reste à voir ce que va faire Poutine. Il semble vouloir négocier l'arrêt des hostilités avec l'Ukraine. Mais ensuite ? S'en prendra-t-il aux États baltes ? A la Pologne ? C'est peu probable car dans ce cas, l'OTAN devrait activer l'article 5 du traité de Washington, qui permet de réagir militairement. Et ce serait la 4<sup>ème</sup> guerre mondiale, si l'on considère la Guerre froide comme la 3<sup>ème</sup>. Mais au final, rien n'est impossible, car Poutine est plus que jamais imprévisible et l'économie du sang de ses soldats et de sa population n'est assurément pas sa priorité. Il va sans doute tenter de contraindre tous les ex-satellites de l'URSS et les États neutres, notamment la Suède, la Finlande et l'Autriche, au non-alignement. Pour rendre à la Russie son statut de grande puissance militaire, M. Poutine a sacrifié depuis 20 ans le développement de l'économie, qui se limite à l'exploitation des ressources naturelles et à l'exportation d'armes.

L'Europe devra rester vigilante, appliquer la locution latine : « Si vis pacem, para bellum », si tu veux la paix, prépare la guerre, et gérer les conséquences économiques de cette crise gravissime. Si l'approvisionnement en gaz semble pouvoir être assuré par l'Algérie, le Qatar, etc., de nombreuses activités industrielles vont s'arrêter faute de métaux, de matériaux, de techniciens, russes ou ukrainiens. La fin du lancement des satellites européens par les fusées Soyouz depuis Kourou pose problème, notamment à l'armée de l'Air et de l'Espace française, qui attend la mise sur orbite d'un satellite d'observation de la terre, et à l'extension de la constellation Galileo. L'Europe attendra son service gouvernemental et militaire de navigation crypté et sécurisé.

Accepter un statut de neutralité pour l'Ukraine serait faire fi du droit des peuples à l'autonomie, ce serait préparer la soumission de l'Europe. Il faut aider les Ukrainiens à contenir voire à repousser les Russes suffisamment pour qu'ils puissent négocier en position de force. Les Russes font beaucoup de mal avec leurs bombardements, mais le moral de leurs troupes semble en berne et leur offensive ne progresse pas partout comme prévu.

La 4<sup>ème</sup> Guerre mondiale a commencé à Munich, en 2007, tirons-en les conséquences, car il est grand temps de prendre conscience que notre démocratie est menacée. Nous devons, au sein de l'OTAN, disposer d'une défense européenne et donc d'une unité de commandement politico-militaire, ce qui suppose l'union politique, l'indépendance et l'autonomie de l'Europe. Les politiciens en parlent depuis 72 ans, mais à part de Gaulle, nos gouvernants n'ont rien fait de sérieux pour qu'elle advienne. Depuis l'invasion de l'Ukraine, la plupart de nos concitoyens réalisent l'urgente nécessité d'une défense européenne. Mobilisons-nous au sein de la S€D pour inciter les Européens à interpeller nos représentants politiques, afin qu'ils fassent en sorte que cela change.